Quelques mots d'économie politique

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **14 (1934)**

Heft 10

PDF erstellt am: **31.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-889205

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

QUELQUES MOTS D'ÉCONOMIE POLITIQUE

M. Gustave Gentil, qui préside en France aux destinées de la Société Anonyme des Produits Sandoz de Bâle et qui fait partie, depuis de nombreuses années, du Conseil d'administration de la Chambre de Commerce Suisse en France, avait accepté de prononcer « quelques mots d'économie politique » à l'occasion du déjeuner semestriel de cette dernière Compagnie, le 12 décembre, à l'Hôtel Saint-Pétersbourg, à Paris. Cent cinquante membres et amis de la Chambre de Commerce Suisse en France assistaient à cette manifestation, présidée par M. Dunant, ministre de Suisse à Paris. M. Dobler, président-fondateur de cette institution, introduisit et remercia M. Gentil de son allocution qui fut chaleureusement applaudie et dont nous reproduisons ci-après les principaux passages :

« Lorsque nous étions étudiants, les cours d'Economie Politique nous inspiraient le plus profond respect, car les lois et théories qui régissaient alors l'ensemble des échanges internationaux, semblaient être nées sous l'égide de l'équilibre et du bon sens, et créaient une harmonie dans une activité féconde, non seulement entre la production et la consommation, mais aussi dans toutes les transactions internationales. Cette science, basée sur la logique, accentuait le développement des forces productives au rythme des besoins croissants des consommateurs; débonnaire, elle s'inquiétait des rapports entre employeurs et employés; humaine, elle se penchait sur la durée du travail des hommes, limitait celui des femmes et des mineurs, imposait des conditions d'hygiène, s'efforçait d'adapter les salaires au coût de la vie ; elle respectait les droits des industriels dans la liberté du travail, et les droits des commerçants dans la liberté des échanges.

« Qu'est devenue aujourd'hui l'Economie Politique ? Que reste-t-il de tous ces enseignements, dont plusieurs s'érigeaient en véritables dogmes, puisque le développement industriel et commercial leur conférait, par sa constante progression, une autorité indéniable. Qui eût pu prévoir alors, la fragilité de la plupart de ces théories; qui eût pu prévoir l'économie dirigée, ses expédients et ses expériences presque toutes négatives, les moratoires et les défaillances des Etats, l'effondrement des devises, l'abandon du bimétallisme et, par la plupart des nations, de l'étalon or; qui eût pu prévoir l'ingérence toujours plus grande de l'Etat dans les affaires industrielles et commerciales, ingérence, non seulement imposée par les circonstances, mais sollicitée par plusieurs branches de l'industrie, qui s'érigeaient jadis en féodalités austères, fières de leur indépendance.

« Cette pauvre armature de l'ancienne Economie Politique, loyale et vraie, a subi depuis quelques années bien des avatars, et pourtant, n'est-ce pas elle qui, depuis la moitié du XIXe siècle, a maintenu l'ordre social, en créant ce développement magnifique de l'industrie et du commerce, qui a permis aux inventeurs de se révéler et au progrès de s'affirmer ?

« Où allons-nous, et que nous réserve l'avenir ? Enigme angoissante, difficile à déchiffrer, en lisant les avis contradictoires, en tout cas divergents, des économistes les plus écoutés, en présence aussi des situations paradoxales, auxquelles il nous est donné d'assister.

« D'une part la surabondance, d'autre part la misère; d'une part, cet amoncellement des réserves d'or, d'autre part, l'appauvrissement progressif des individus et des nations; ne paraît-il pas inconcevable que l'on détruise les cannes à sucre; que l'on brûle le coton et le blé; que l'on chauffe les locomotives avec du café; que l'on anéantisse des broches de filature et des métiers de tissage, alors que toutes ces matières manquent par ailleurs; ne paraît-il pas inconcevable de voir l'or s'accumuler stérilement dans les Banques d'Etat, alors que les Gouvernements, pour pouvoir s'acquitter des arrérages de leurs dettes et payer leurs fonctionnaires, prélèvent des impôts tels qu'ils entravent l'industrie et le commerce. Les banques détiennent anxieusement des capitaux inemployés; les particuliers thésaurisent naïvement, alors que se resserrent toujours davantage les crédits, alors que la confiance est ébranlée jusque dans ses racines, partout, dans le monde entier. Ce paradoxe inouï : superproduction et sous-consommation, décèle un déséquilibre profond dans l'Economie politique, et donne bien l'impression d'un monde désaxé.

« Il est évident que ces problèmes dépassent souvent le cadre de nos Chambres de Commerce, et pourtant il ne semble pas vain de s'attarder devant ces réalités angoissantes et de chercher ensemble les moyens — même s'il ne s'agit pas de palliatifs d'une durée très limitée — pour obtenir une amélioration de la situation actuelle, amélioration qui doit se produire sans plus tarder.

« Sortons de l'indifférence que nous avons trop souvent manifestée aux problèmes mondiaux, économiques et sociaux. Ne comptons plus sur une hypothétique et bienfaisante intervention des événements pour arranger les choses.

« N'attribuons pas hypocritement les malheurs actuels au pouvoir maléfique d'une fatalité inéluctable. Réagissons, avec foi, avec force, avec énergie, pour défendre notre patrimoine national et familial. Contribuons dans nos Chambres de Commerce à faire renaître la confiance.

« Poursuivons nos efforts persévérants pour accroître sans cesse le développement des relations franco-suisses, but essentiel de notre Chambre de Commerce, en multipliant les contacts avec les Compagnies françaises similaires à la nôtre, qui sont inspirées du même principe de favoriser les échanges entre les pays qui ont conservé une monnaie stable basée sur l'or. Ce programme d'aujourd'hui doit rester, pour notre Chambre de Commerce, le programme de demain. Efforçons-nous de lui rallier les hésitants et les indifférents. Faisons autour de nous, par une sage propagande, de nouveaux adeptes, recrutons de nouveaux membres, qui viendront nous apporter, avec le fruit de leur expérience, une aide matérielle qui nous sera un précieux appui. »